

RAPPORT SYNTHÈSE ÉTUDE DE CAS DARA



Adama GNANOU

Septembre 2014

INTRODUCTION

Depuis 2009 la CEDEAO mène des études de cas dans une série de pays exposés aux changements climatiques et d'autres dangers liés aux aléas naturels dans le monde, à travers une ONG espagnole appelée DARA. Cette année, le Burkina Faso a été sélectionné pour y mener une étude de cas afin d'identifier les facteurs de risques sous-jacents qui accroissent la vulnérabilité de la population aux risques et aléas naturels. L'étude a été conduite par le Réseau MARP-Burkina auprès des acteurs activement engagés dans la mise en œuvre de programmes de résilience au niveau national et local.

Cette étude a été réalisée dans le but de i) produire des données de base pour mesurer les progrès (ou reculs) réalisés dans le temps dans la gestion des facteurs de risques sous-jacents et aussi contribuer à sensibiliser les communautés locales, les gouvernements nationaux et la CEDEAO sur le besoin de s'attaquer aux facteurs de risque sous-jacents, ii) formuler des recommandations qui contribuent à l'amélioration de la gestion des risques au niveau local, national et international, iii) informer et guider les praticiens et les responsables de la définition des politiques sur les facteurs de risques sous-jacents et la manière dont ils influencent ou contribuent à la création des risques dans les zones géographiques données. Pour la conduite de l'étude, une collecte de données a été organisée au niveau national et local dans trois (03) zones dont le Sahel (Dori), le Centre (Ouagadougou) et le Centre Sud (Léo), avec l'implication des informateurs clés issues de tous les secteurs d'activités. Après la phase de collecte et d'analyse des données préliminaires, une restitution a eu lieu dans chacune des zones de collecte avec pour objectif principal; permettre dans un esprit participatif aux participants de valider les résultats de l'étude de cas dont ils ont contribué à réaliser dans leur zone.

Le présent rapport fait une synthèse des résultats des échanges au cours des différents ateliers de restitution. Il recense aussi les recommandations fortes issues des interventions des différents participants et donne des orientations pour les prochaines étapes. Le contenu du rapport est organisé dans l'ordre chronologique du déroulement de l'atelier, c'est-à-dire de Léo en premier lieu ensuite Ouagadougou et enfin Dori. Dans le souci de ne pas faire un rapport trop long nous avons préféré mettre les résultats des analyses préliminaires en annexe du document.

La série des ateliers de restitution de l'étude DARA a commencé avec UTR Léo le mardi 08 juillet 2014. L'atelier a connu la participation de 30 informateurs clés ayant participé à la collecte de données dans cette zone. (cf liste de présence en annexe.)

Les modules ont été présentés par Monsieur GNANOU Adama chargé de communication et plaidoyer au Réseau MARP-Burkina point focal de l'étude DARA au Réseau MARP avec la supervision et la modération du Pr TAONDA Sibiri Jean Baptiste, chercheur à l'INERA, chargé de l'étude DARA. L'équipe de rapportage était assurée par Mlle Dido KOUAME, Mlle BISSIRI Blakissa du Réseau MARP-Burkina et Mr Ouédraogo François de l'INERA et de Mlle COVADONGA CANTELI de DARA.

D'emblée le programme de l'atelier a été proposé aux participants pour amendement (cf. agenda à l'annexe) ; après quoi le modérateur a pris la parole pour situer le contexte de l'atelier.

Cette étape a été suivie par les présentations. Monsieur GNANOU a commencé par une brève présentation du Réseau MARP-Burkina, suivi d'une présentation du projet RRI et de DARA. Ces deux présentations ont été suivies de questions réponses, qui ont permis aux participants de mieux comprendre le projet RRI et de connaître aussi davantage le Réseau MARP.

Dans la présentation du projet Indice de Réduction des Risques, il s'est attardé sur la méthode RRI qui consiste à recueillir les perceptions des citoyens sur les risques de catastrophes les analyser et en vue de disposer de données pour sensibiliser les planificateurs et les décideurs politiques pour une meilleure prise en compte dans les programmes de développement. Il a également fait cas d'autres zones en Amérique latine et en Afrique qui ont bénéficié de cette étude menée par DARA pour le compte de la CEDEAO. Cette présentation a été précédée par une présentation des résultats préliminaires.



I. Présentation des résultats préliminaires

Après avoir présenté les quatre (04) facteurs de risques sous-jacent les vulnérabilités des populations que sont Environnement et ressources naturelles ; le contexte

socioéconomique ; l'utilisation des sols et environnement bâti et la gouvernance, monsieur GNANNOU a présenté les critères qui ont guidé l'analyse préliminaire. Il a tenu à préciser que Les facteurs ne sont pas des catastrophes en soit mais ils peuvent créer des conditions subjacentes qui agrandissent les effets négatifs des catastrophes. Pour l'analyse de ces résultats, il a mentionné que le seuil de gravité a été fixé à 2,5%, de telle sorte que tout phénomène dont la gravité moyenne serait supérieur ou égale à 2,5 est considéré comme grave dans la zone. Cette clarification étant faite, il est passé à la présentation des résultats préliminaires en commençant par le Facteur I : environnement et ressources naturelles.

La méthodologie adoptée a consisté à présenter facteur par facteurs les résultats préliminaires. Après chaque présentation une liste est ouverte pour recueillir les questions et les recommandations des uns et des autres afin d'y apporter des éléments de réponses.

Facteur 1 : Questions réponse

La présentation des résultats préliminaires a suscité plusieurs questions surtout sur le facteur 1 ; c'est-à-dire environnement et ressources naturelles.

1) Pourquoi ne voit-on pas dans les résultats présentés, les actions de plaidoyer menées par les ONG dans le cadre de la lutte contre la désertification et la déforestation dans la zone de Léo ?

Cela peut s'expliquer par le fait que la communication ne soit pas faite autour des actions de plaidoyer menées par les ONG et donc par conséquent ces activités sont méconnues du public. Dans tous les cas nous n'avons rien inventé, les résultats affichés l'expression des déclarations des informateurs clés lors de la collecte de données.

2) Qu'est ce qui sera fait des résultats finaux de l'étude? Est-ce qu'il est prévu un projet pour venir en aide à la population vulnérable ?

Le but de cette étude est de disposer d'un document de plaidoyer en vue d'interpeler et de sensibiliser les décideurs et planificateurs afin qu'ils tiennent compte de ces facteurs comme, des facteurs sous-jacent la vulnérabilité des populations face au x catastrophes et aux aléas ; donc, après les ateliers des UTR, se tiendra un atelier national de validation des résultats de l'analyse définitive de l'étude et un document définitif sera imprimé en plusieurs exemplaires une copie sera mise à la disposition des autorités politiques et communales pour toute fin utile. Donc, nous pouvons dire que l'étude servira à définir des politiques d'une meilleure prévention et gestion des risques et catastrophes au niveau national.

3) Pourquoi le choix de Léo comme UTR ?

Les différents UTR ont été sélectionnés suivant un transept Nord-Sud, en prenant comme critère des conditions biophysiques mais aussi l'urbanisation ou le surpeuplement. C'est ainsi que nous avons pris l'UTR de Dori pour le Nord, l'UTR de Ouagadougou pour le Centre (Ouagadougou répond également au critère de l'urbanisme) et l'UTR de Léo pour le sud.

4) *Quelle nuance y a-t-il entre la déforestation et la désertification?*

La déforestation précède la désertification. C'est le fait de couper les arbres. Quant à la désertification, c'est l'installation du désert. La coupe des arbres n'aboutit pas forcément au désert mais cela dépendra des méthodes mises en place pour couper les arbres.

FACTEUR 2 : Questions :réponses

1) *Tel que vous avez donné la moyenne, cela reflète-t-il le consensus au niveau des phénomènes ?*

La moyenne reflète un élément important, lorsque l'écart type n'est pas très grand. Si, les informations données sont dispersés, l'analyse de l'élément est plus délicate. L'écart type s'est donc révélé important dans la prise en compte de la moyenne

2) *Pourquoi les moyennes au niveau du gouvernement local ou national sont faibles par rapport aux ONG?*

Par rapport aux différents acteurs, les populations ont des attentes, qui dictent plus ou moins leur appréciation. Les populations attendent plus des gouvernements local et national et sont par conséquence plus sévère avec eux lorsqu'il s'agit de les noter, alors que les ONG ne sont que des structures pour lesquelles les populations n'ont pas d'attentes.

3) *Comment le chômage peut-il être un réel problème dans une zone forestière comme Léo ?*

Les résultats de l'analyse ont présenté le chômage comme étant selon eux le problème majeur de la jeunesse à Léo. Au départ nous nous sommes dit que c'est l'influence des médias qui a joué en faveur de cette tendance. Mais par la suite, nous avons compris que le chômage a été perçu différemment par les informateurs clés. Pour certains à Léo, le chômeur c'est celui qui n'a pas l'argent pour investir. Pour d'autres le chômage, c'est celui qui n'est pas salarié.

Comme dans toutes les régions du Burkina, les saisons pluvieuses ont une courte durée et après cette période, malgré les champs les jeunes sont tous au chômage. Cet élément a donc permis de comprendre que cette perception n'est pas le résultat de l'influence des médias.

FACTEUR3 : questions/réponses

1) Comment expliquer le fait que les mêmes interventions (réalisation de forage) aient des efficacités différentes par rapport à des acteurs différents?

Cela est dû au fait que quand on prend le même type de forage, le suivi de l'entretien du forage, les activités connexes menées autour du forage sont des éléments qui permettent à la population de mieux apprécier les forages menées par les ONG locales, les ONG internationales par rapport aux forages du gouvernement local ou national, qui, après la réalisation de forages ne font quasiment pas de suivi.

FACTEUR 4 : questions/réponses

Pourquoi seulement 28, sur les 48 informateurs clés, ont intervenu sur la question de la corruption?

La réticence pour l'expression sur la question de la gouvernance. La corruption est un sujet sensible.

L'atelier de l'UTR de Ouagadougou a eu lieu le 11 juillet 2014 à L'HOTEL SORITEL et a réuni 22 informateurs clés venus s'imprégner des résultats de l'enquête. La modération a été assurée par madame KABRE Aïsseta de Christian Aid Burkina. L'équipe de rapportage était composée de Mlle Dido KOUAME, BISSIRI Blakissa toutes du Réseau MARP-Burkina et GNANOU Drissa enquêteur de la zone de Ouagadougou et de Mlle COVADONGA CANTELI de DARA.

L'atelier a débuté à 9h40mn. La rencontre s'est déroulée suivant un ordre du jour qui a été adopté par les participants (voir en annexe).

A la différence de l'atelier de Léo, à l'atelier de Ouagadougou un questionnaire a été proposé aux participants en vue de recueillir leur perception sur certains facteurs dont les l'administration du questionnaire général n'a pas permis de bien étayer les réponses.

Après une présentation des participants et la validation de l'agenda du jour, Monsieur GNANOU a procédé aux différentes présentations en commençant par celle du Réseau MARP en suite le projet RRI et DARA, en insistant sur la méthodologie et enfin les résultats préliminaires.

I. Présentation des résultats préliminaires

Pour les différentes présentations la même méthodologie a été adoptée qu'à l'atelier de Léo, c'est-à-dire en présentant les résultats facteurs par facteurs, suivi de question réponses.

Les différentes interventions ont été synthétisées comme suit :

Facteur 1 : Questions/réponses intervention

Pour les participants, la question d'anticipation ou prévention n'a pas été perçue dans le questionnaire donc ils ont recommandé une amélioration du questionnaire pour sensibiliser les gens par rapport à ce sujet.

Le système d'alerte de l'Etat central ?

Le système d'alerte de l'Etat central a été vivement critiqué par les participants qui le juge inefficace. Et selon un représentant du Ministère en charge de l'Action Sociale, il existe un système national d'information, mais un système embryonnaire, qui est étouffé par les procédures administratives. Des travaux sont menés en vue de formaliser ce systèmes. Cependant, l'indiscipline de la population cause un véritable problème pour la prévention des catastrophes. Il y a aussi des mairies qui lotissent aussi dans des zones inondables pour se faire de l'argent. Aucune étude n'est menée avant les lotissements. Cet agent de l'Etat central reconnaît que minimiser les catastrophes est possible, réalisable, mais l'indiscipline des populations est un véritable problème.

Est-ce que dans les pays précédents, il a été révélé qu'ils ont des systèmes d'anticipation?

Il existe des systèmes de prévention dans certains pays. Mais dans la sous-région, ce système n'est pas vraiment perceptible. Il est ressorti des discussions, que la prévention n'est ni une priorité ni pour l'Etat ni pour les bailleurs de fonds. Il y a donc un véritable problème de manque de financement. Les bailleurs préfèrent financer les situations humanitaires en cas de catastrophes et non la prévention des catastrophes. L'autre difficulté est que la pauvreté reste un obstacle pour la population. Elles n'ont pas l'argent pour acheter le matériel qui permet de construire des maisons solides qui les mettront à l'abri des inondations ou des vents violents. L'étude menée par DARA a été commandité par la CEDEAO en vue d'analyser l'impact de la situation des conflits, des catastrophes dans la sous-région.

Comment est-ce que les variables sont utilisés pour noter les scores ?

Existe-il une situation de références par rapport à la gravité des différents items ?

Il existe certainement des situations de référence dans le cas des études sur la prévention et la gestion des risques et catastrophes au Burkina. L'étude de DARA étant une étude sur la perception de quelques personnes qui représentaient l'échantillon s'est fixé une note de gravité de 2.5 avant l'analyse des données recueillis. Cette note permettait de définir quels sont les problèmes perçus comme grave par les différents informateurs clés interrogés dans chaque UTR.

FACTEUR 2 :

Quelle est la relation entre l'inégalité des sexes et la vulnérabilité?

Certaines activités sont accordées d'office à un sexe au détriment de l'autre. Pour un même statut, des différences se font en fonction du sexe ce qui peut être source de vulnérabilité. Nous avons le cas d'une femme chef de ménage qui n'a pas les mêmes droits que l'homme chef de ménage. Elle n'a pas les mêmes prérogatives que ce dernier. L'assemblée a eu l'information que le thème loi foncière est plus appliquée dans les provinces alors qu'à Ouagadougou, l'on s'exprime plus en terme de RAF

FACTEUR4 : questions/réponses commentaires

Plus d'éclaircissement furent demandées au présentateur sur la notion de gouvernance faible?

La gouvernance faible est caractérisée par la lenteur administrative, les informations centralisées qui représentent un obstacle pour l'efficacité dans les actions. Très souvent arrivent que les réponses d'urgence parviennent aux personnes sinistrées en retard à cause d'une bureaucratie inefficace. De même, la prise de décisions centralisé et qui n'inclut pas les différents acteurs fait que les réponses ne soient pas parfois adaptées aux vrais besoins des gens.

Les discussions ont plus porté sur la proposition « *Mauvaise gestion ou gestion familiale des ressources et du pouvoir* ». L'assemblée a proposé *Mauvaise gestion des ressources et du pouvoir, népotisme*, en lieu et place de *Mauvaise gestion ou gestion familiale des ressources et du pouvoir*. Et dans les échanges, il ressort que les problèmes de gouvernances sont généralement liés à des individus qu'à l'Etat ou des institutions. Très souvent les individus jouissant d'un post de responsabilité en abusent ; cela joue beaucoup sur l'efficacité du service. C'est pour cela que la société civile doit veiller au grain pour interpeler les responsables sur ces faits. Dans les actions de

préventions les communautés et les ONG sont plus aptes à l'action que l'Etat central, cela est dû certainement au lourdeur des procédures d'interventions.

On remarque aussi que souvent des ONG donnent des dons périmés juste pour s'en débarrasser. Parfois les coûts de transports du don du lieux de stockage à la destination, pris en charge par l'Etat dépasse même la valeur réelle du don.

L'Etat manque aussi souvent d'appui technique pour accompagner les plans de développement

Aussi les bailleurs de fonds sont plus prompts à intervenir en cas de catastrophe que dans les actions de prévention et pourtant on gagnerait à faire plus dans la prévention que la gestion des catastrophes.

Certains participants ont signalé le fait que l'intervention des ménages n'est pas apparue alors que certains ménages entreprennent aussi des choses pour atténuer les effets des catastrophes.

Pourquoi les interventions de l'Etat sont mal appréciées par les informateurs ?

Les populations attendent toujours plus d'effort de la part de l'Etat. Ce que nous remarquons c'est le déficit de coordination dans les interventions des ONG et le problème de leadership.

Une des particularités de la ville de Ouagadougou est qu'il y a plus de personnes vulnérables qui sont oubliées parce que la plupart des ONG interviennent des les villages que dans les centre urbains, parce qu'ils se disent que c'est au niveau local qu'il y 'a plus de personnes vulnérables alors qu'il n'en est pas forcément ainsi. Par exemple, dans les nombreux quartiers bidonville de Ouagadougou vivent plusieurs milliers de personnes dans des conditions très précaires liées à l'accès au logement décent, à l'accès l'eau potable, à l'électricité, à l'hygiène et l'assainissement et connaissent des problème de surpeuplement. Mais comme ils considérés comme des citoyens, il y a moins d'attention à leur égard.

Il ressort également que le questionnaire n'est pas bien adapté aux cibles. Pour les prochaines fois, je suggère qu'on face la part des choses entre les cibles et les types de question. Par exemple, quand on parle de problème de sècheresse ou de conflits entre agriculteurs et éleveurs pour un citoyen de Ouagadougou, il est évident qu'il ne peut pas donner une bonne réponse. Il en ait de même pour la question de gouvernance que l'on pose aux paysans en milieu rural. Ils ne sont pas suffisamment instruits sur ces questions et donc ne comprennent pas de quoi il s'agit.

Annexe:

Atelier de restitution des résultats de l'étude de cas sur les facteurs de risques sous-jacent la vulnérabilité

Hôtel SORITEL Ouagadougou le 11 Juillet 2014

| AGENDA DE L'ATELIER | | |
|------------------------------------|--|---------------------------------|
| Vendredi le 11 Juillet 2014 | | |
| CHRONOGRAMME | ACTIVITES | Responsables |
| 8h30-9h00: | ☒ Accueil et installation des participants | Organisateurs |
| 9h-9H15 | ☒ Présentation des participants | Réseau MARP |
| 9H15-9H30 | ☒ Présentation du Réseau MARP | Réseau MARP |
| 9H30-10H00 | ☒ Présentation du projet RRI | Réseau MARP |
| 10H-11H | ☒ Présentation des résultats préliminaires suivis d'échanges facteurs 1 &2 | Réseau MARP/ Modérateur |
| 11H-11H30: | PAUSE-CAFE | Secrétariat/Comptabilité |
| 11H30- 12H00: | ☒ Présentation des résultats préliminaires suivis d'échanges facteurs 3 &4 | Réseau MARP/ Modérateur |
| 12h00-12h45 | ☒ Administration d'un questionnaire | Réseau MARP/ Modérateur |
| 12h45: | ☒ Réseau MARP/ Modérateur | Réseau MARP/ Modérateur |
| 12h45-13h00: | DEJEUNER | Secrétariat/Comptabilité |

LISTE DE PRÉSENCE DE L'ATELIER DE OUAGADOUGOU:

Le 3ème et le dernier atelier de l'enquête commandité par DARA s'est tenu le 17 juillet 2014 à la salle de réunion de la station Inera de Dori avec la participation de 20 informateurs clés. La

rencontre a débuté à 9h20mn. Les travaux ont été présentés par M. GNANOU Adama, chargée de communication et de plaidoyer au Réseau MARP Burkina. L'équipe de rapportage était composée de 2 personnes ; Dido KOUAME et ZANGO Moussa. Le programme la rencontre a été proposée et adopté à l'unanimité, voir en le programme en annexe. Comme à l'atelier de Ouagadougou, un questionnaire a été soumis aux participants à la fin de l'atelier en vue de recueillir les perceptions des participants sur certains sujets non élucidés dans le questionnaire général. (Questionnaire en annexe)

Après une présentation des participants et la validation de l'agenda du jour, Monsieur GNANOU a procédé aux différentes présentations en commençant par celle du Réseau MARP en suite le projet RRI et DARA, en insistant sur la méthodologie et enfin les résultats préliminaires.

I. Présentation des résultats préliminaires

Pour les différentes présentations la même méthodologie a été adoptée qu'à l'atelier de Léo, c'est-à-dire en présentant les résultats facteurs par facteurs, suivi de questions réponses.

Les différentes interventions ont été synthétisées comme suit :

FACTEUR 1 : Questions/réponses/commentaires

Est-ce que le projet vise seulement un état des lieux ou c'est un projet qui sera exécuté sur le terrain?

Il s'agit d'un plaidoyer à l'endroit des décideurs. Le document qui sera élaboré est essentiellement un outil de plaidoyer.

Qu'est-ce que le projet compte faire pour l'élevage ?

Il n'est pas prévu spécifiquement une intervention dans un secteur particulier seulement au regard des problèmes soulevés par les informateurs les éventuelles interventions prendront en compte le secteur de l'élevage qui du reste est l'activité principale de cette zone.

Quelles sont les nuances entre les aléas climatiques et les catastrophes ?

Les aléas sont les éléments naturels tels que les tornades, les vents violents, la sécheresse, qui sont des effets normaux du climat. Tandis-que les catastrophes c'est lorsque c'est différents éléments causent des dégâts, allant à des pertes en vies humaines et matérielles.

Commentaire d'un participant : ce que j'ai remarqué de mon expérience est que la sécheresse ne surprend pas. Avant qu'une sécheresse n'arrive il y a toujours des signes naturels qui se manifestent et qui permettent de dire que cette année la saison sera mauvaise. Nous les éleveurs nous savons comment détecter certains de ces phénomènes. Il s'agit d'observer la direction du vent à un certain moment de la saison sèche, les mouvements de certains oiseaux migrateurs, le fleurissement de certains arbres, etc. c'est peut-être les inondations et les épidémies de maladies qui peuvent nous surprendre. Maintenant la question fondamentale est comment faire prévenir lorsque ces signes sont annoncés. C'est à ce niveau que peu de choses sont faites pour atténuer les effets de ces catastrophes. La difficulté de rétention de l'eau à Dori. Le Sahel est une zone arrosée, cependant elle rencontre d'énormes difficultés pour retenir l'eau. L'aide dont Dori a réellement besoin actuellement, c'est trouver des techniques qui lui permettent de retenir de l'eau.

Le terme accès limité pour parler des écoles n'est pas approprié à mon sens, car dans le Sahel on ne peut pas dire que les infrastructures n'existent pas, c'est pour moi un problème de déperdition et d'abandon des classes à un certain moment de l'année scolaire, ou à un certain niveau scolaire.

Dans le Sahel, les foyers coraniques prennent le déçu sur les écoles classiques et actuellement la solution envisagée est d'intégrer les foyers coraniques dans le système scolaire national, accompagner les maîtres coraniques dans leurs sens par la formation et leur encadrement, de telle sorte que l'on puisse combiner les cours des écoles coraniques avec celles de l'école classique en revoyant les heures de fréquentation des écoles classiques.

d'autres mesures spécifiques sont adoptées pour encourager les parents à envoyer leurs enfants à l'école et les maintenir jusqu'à la fin du premier cycle, dans ces mesures spécifiques il est envisagé la création d'écoles pour jeunes filles.

Pour les questions de conflits, dans le Sahel, nous connaissons moins de conflits ici qu'ailleurs. Parce que la délimitation des zones de pâturage traditionnel avec les zones d'agriculture fonctionne très bien. En plus nous avons de grandes zones de pâturage dans le Sahel ce qui fait que nous avons moins de problème.

Les différents conflits que nous rencontrons dans la zone du Sahel sont essentiellement les conflits liés à l'exploitation des pistes de bétails, l'aménagement des points d'eau, l'aménagement des marres traditionnelles reconnues, très souvent les populations riveraines de ces espaces sont réticents au respect de ces zones.

ANNEXE/

Atelier de restitution des résultats de l'étude de cas sur les facteurs de risques sous-jacent la vulnérabilité

Dori le 17 Juillet 2014

| AGENDA DE L'ATELIER | | |
|---------------------------------|--|---------------------------------|
| Mardi le 08 Juillet 2014 | | |
| CHRONOGRAMME | ACTIVITES | Responsables |
| 8h30-9h00 | ☒ Accueil et installation des participants | Organisateurs |
| 9h00-9H15 | ☒ Présentation des participants | Réseau MARP |
| 9H15-9H30 | ☒ Présentation du Réseau MARP | Réseau MARP |
| 9H30-10H00 | ☒ Présentation du projet RRI | Réseau MARP |
| 10H00-11H00 | ☒ Présentation des résultats préliminaires suivie d'échanges facteurs 1 &2 | Réseau MARP/ Modérateur |
| 11H00-11H30 | PAUSE-CAFE | Secrétariat/Comptabilité |
| 11H30- 12H00 | ☒ Présentation des résultats préliminaires suivie d'échanges facteurs 3 &4 | Réseau MARP/ Modérateur |
| 12h00-12h15 | ☒ Administration d'un questionnaire | Réseau MARP/ Modérateur |
| 12h15-12h45 | Echanges et partage d'idées | Réseau MARP/ Modérateur |
| 12h45-13h00 | DEJEUNER | Secrétariat/Comptabilité |

Questionnaire complémentaire

Pour nous aider à mieux connaître votre perception sur l'efficacité des interventions, veuillez cocher les caisses suivantes selon si vous le trouvez « Pas efficace » « Peu efficace » « Efficace ». SI vous n'avez pas assez d'information vous pouvez cocher « Je ne sais pas ». *Nous vous remercions pour votre contribution !*

| INTERVENTIONS | Pas efficace | Peu efficace | Efficace | Je ne sais pas |
|----------------------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|
|----------------------|---------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|

Déforestation

| | | | | |
|-------------------------------------|--|--|--|--|
| Campagnes de reboisement | | | | |
| Campagnes de Sensibilisation | | | | |
| Techniques de récupération des sols | | | | |

La pénurie d'eau

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Réalisation de forages, boullis, puits, fontaines | | | | |
| Construction des retenues d'eau pour l'abréviation | | | | |
| Déplacement des populations | | | | |
| Subvention des forage à des prix sociaux (campagne de | | | | |

Insécurité alimentaire

| | | | | |
|--|--|--|--|--|
| Assistance alimentaire directe / distribution des vivres | | | | |
| Programmes de micro-finance | | | | |
| Semence améliorée, technique agricole amélioré (PADAB) | | | | |
| Donation gratuite de SPAI / Donation de petits animaux | | | | |
| Constitution d'un stock de sécurité | | | | |
| Vente à prix social /boutiques temoins | | | | |

Faible niveau d'alphabétisation

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Création/ résistance des centre de promotion rurale et des kits de nourriture | | | | |
| Centres/campagnes d'alphabétisation | | | | |
| Sensibilisation | | | | |

Chômage

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Création de HIMO | | | | |
| Création d'emploi /recrutements | | | | |
| Progamme de volontariat | | | | |
| Formation professionnelle | | | | |
| Programmes de micro-finance | | | | |
| Dotations et création d'activités génératrices de révenus | | | | |

Corruption

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| Sensibilisation et plaidoyer (ASCE, CNLC) | | | | |
| L'adoption des lois / textes | | | | |
| Contrôle, poursuites judiciaires et sanctions | | | | |